

République française
Au nom du peuple français

02/04/2013

ARRÊT N°121

N°RG: 10/06690

PL/MM

Décision déferée du 08 Novembre 2010 - Tribunal de Commerce de TOULOUSE - 2009/01299

M. D.

La société P.

C/

Le distributeur A

Grosse délivrée

le

à

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

COUR D'APPEL DE TOULOUSE

2eme Chambre Section 2

ARRÊT DU DEUX AVRIL DEUX MILLE TREIZE

APPELANTE

P.

Représentée par la SCP DESSART SOREL DESSART (avocats au barreau de TOULOUSE)

Assisté de Me Eric LASSERRE (avocat au barreau de TOULOUSE)

INTIMEE

Le distributeur A.

Représentée par Me Bernard DE LAMY (avocat au barreau de TOULOUSE)

Assistée de la SCP SIMON GUEROT JOLLY (avocats au barreau de TOULOUSE)

COMPOSITION DE LA COUR

Après audition du rapport, l'affaire a été débattue le 12 Février 2013 en audience publique, devant la Cour composée de :

P. LEGRAS, président

V. SALMERON, conseiller

P. DELMOTTE, conseiller

qui en ont délibéré.

Greffier, lors des débats : M. MARGUERIT

ARRET :

- CONTRADICTOIRE

- prononcé publiquement par mise à disposition au greffe après avis aux parties

- signé par P. LEGRAS, président, et par M. MARGUERIT, greffier de chambre.

En mai 2006 la société P, exploitant un commerce de gros de matériel et accessoires de jeux électronique, signait avec le fournisseur X un contrat pour la fourniture d'électricité.

Le 27 mars 2009 la société P. subissait une coupure d'électricité de l'ouverture jusqu'en début de soirée, l'amenant à renvoyer chez eux ses huit salariés. Cet événement était en lien avec un mouvement de grève nationale.

Le 25 mai 2009 elle adressait au distributeur A une mise en demeure de payer en réparation de son préjudice les sommes de 805,15€ au titre des salaires de ses huit employés le jour de la coupure et de 6.600€ HT pour la perte de chiffre d'affaires de ce même jour.

Le distributeur A répondait le 2 juillet 2009 en indiquant que les interruptions de fourniture d'électricité résultaient d'actes de tiers non identifiés avec intervention sur le réseau public de distribution sans autorisation et en précisant que ces actes avaient donné lieu à dépôt de plainte. Elle consentait d'autre part un abattement de 2% sur la facture.

Par acte du 23 octobre 2009 la société P. faisait assigner le distributeur A devant le tribunal de commerce de TOULOUSE aux fins de la voir condamner à lui payer les sommes de 805,15€ et 5.296€ HT ainsi que 2.000€ pour atteinte à son image et 1.500€ sur le fondement de

l'article 700 du code de procédure civile. Le distributeur A concluait au débouté.

Par jugement du 8 novembre 2011 le tribunal a débouté la société P. de toutes ses demandes et l'a condamnée à une indemnité sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile de 1.000€.

La société P. a interjeté appel de ce jugement le 6 décembre 2010. Elle a conclu le 18 février

2011 à l'infirmer en reprenant ses demandes en paiement de première instance, portant toutefois à la somme de 8.859€ HT celle relative à la perte de chiffre d'affaires. Elle demande d'autre part 2.000€ sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile. Elle fait valoir:

- qu'au titre de l'article 5.1 des conditions générales de vente en vigueur au 1er janvier 2006 le distributeur A s'engage à assurer une fourniture continue et de qualité d'électricité sauf en divers cas limitativement énumérés dont la force majeure et le fait de tiers;
- que le distributeur A ne peut donc s'exonérer de sa responsabilité qu'en démontrant que l'absence de fourniture d'électricité résulte d'un de ces cas;
- que le prétendu fait de tiers invoqué n'est pas prouvé, aucun justificatif de dépôt de plainte n'ayant été produit malgré des demandes réitérées;
- que les conditions de la force majeure ne sont pas réunies, un mouvement de grève ne constituant pas un événement insurmontable ni imprévisible en ses conséquences et il n'est pas établi que l'interruption de fourniture d'électricité ait eu pour origine un acte de sabotage;
- qu'elle a été totalement privée d'activité la journée du 27 mars 2009.

Le distributeur A, intimée, a conclu le 1er juillet 2011 à la confirmation du jugement et à la condamnation de l'appelante à une indemnité sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile de 2.000€. Elle répond:

- que la force majeure, figurant dans les conditions générales de vente parmi les cas la dispensant de son obligation de fourniture d'électricité, est constituée en l'espèce, les conditions d'irrésistibilité, d'imprévisibilité et d'extériorité étant réunies;
- que tenue à une obligation de moyen aucune faute n'est établie à son encontre;
- qu'en ce qui concerne le préjudice allégué il ne pourrait consister qu'en une perte de marge brute par la perte de commandes ou de livraison, la demande au titre des salaires faisant doublon et l'atteinte à l'image n'étant pas prouvée.

MOTIFS ET DECISION,

Aux termes des conditions générales de vente d'électricité au 1er janvier 2006 (article 5.1), qui l'engagent envers sa cliente la société P., le distributeur A s'engage à assurer une fourniture continue et de qualité d'électricité, sauf aux exceptions suivantes:

- dans les cas relevant de la force majeure;
- en cas de contraintes insurmontables liées à des phénomènes atmosphériques ou des limites des techniques existantes au moment de l'incident;
- lorsque des interventions programmées sur le réseau sont nécessaires (...);
- en cas d'interruption ou de refus de fourniture à l'initiative du fournisseur X;
- lorsque la fourniture d'électricité est affectée pour des raisons accidentelles, sans faute de la part du fournisseur X, d'interruptions dues aux faits de tiers.

Il n'est pas contesté que la société P. ait été privée d'alimentation en courant électrique durant la journée du 27 mars 2009, ce de manière continue pendant la totalité des heures ouvrables de son commerce.

Le distributeur A attribue la coupure à des actes de sabotage commis par des tiers non identifiés dans le cadre d'un mouvement social d'ampleur nationale l'ayant affectée ce jour là. Elle précisait même en première instance avoir déposé une plainte qu'elle n'est cependant pas à même de produire ni de justifier de la suite qui y aurait été donnée.

Dans cette hypothèse, non vérifiée, elle n'est pas recevable à invoquer la cause d'exonération tenant à des interruptions accidentelles dues aux faits de tiers, ni le caractère accidentel ni la qualité de tiers à l'entreprise ne pouvant être retenus s'il s'agit de faits volontaires de coupure de courant que, dès lors qu'ils interviennent dans le cadre d'un conflit social dans l'entreprise et qu'ils impliquent un accès aux installations techniques, il convient à priori d'attribuer à des préposés du distributeur A.

La force majeure, seconde cause d'exonération invoquée par l'intimée, n'est pas davantage constituée, qui doit présenter les trois caractères cumulatifs d'imprévisibilité, d'irrésistibilité et d'extériorité. Or la survenue d'un mouvement social susceptible de perturber la distribution d'électricité n'était pas imprévisible au jour de la conclusion du contrat du fait de l'existence d'antécédents, notamment au mois de juin 2004. L'irrésistibilité et donc l'insurmontabilité de l'événement n'est pas non plus démontrée alors qu'un mouvement social de nature violente peut être réduit dans ses effets par la négociation et prévenu dans ses manifestations par une protection des installations susceptibles d'être visées par des actes de sabotage. Enfin l'extériorité est exclue en l'absence d'établissement de l'intervention de tiers extérieurs à l'entreprise.

Le distributeur A est, par suite et en application des articles 1146 et suivants du code civil, sans qu'il y ait lieu à une autre démonstration que l'inexécution d'une obligation contractuelle, responsable du préjudice subi par la société P., lequel s'analyse en la perte non d'un chiffre d'affaires mais d'une marge, laquelle implique la prise en compte de toutes les charges fixes incluant les salaires.

A partir des éléments comptables produits la cour estime être en mesure de chiffrer le préjudice à ce titre à la somme de 2.500€. Il n'est par ailleurs pas justifié d'un préjudice ayant résulté d'une atteinte à l'image.

Le jugement sera en conséquence infirmé, le distributeur A étant condamnée à payer à la société P. la somme de 2.500€ de dommages intérêts.

Il sera fait droit à la demande sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile de l'appelante.

PAR CES MOTIFS,

La cour,

INFIRME le jugement et statuant à nouveau: CONDAMNE le distributeur A à payer à la société P. la somme de 2.500€ de dommages intérêts;

DEBOUTE les parties de leurs demandes contraires et plus amples;

CONDAMNE le distributeur A à payer à la société P. la somme de 2.000€ sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile;

CONDAMNE le distributeur A aux dépens de première instance et d'appel dont distraction en application de l'article 699 du code de procédure civile.

Le Greffier, Le Président,

Martine Marguerit Philippe Legras

Composition de la juridiction : P. LEGRAS, SCP DESSART SOREL DESSART, Eric LASSERRE, SCP Simon GUEROT JOLLY, Me Bernard DE LAMY
Décision attaquée : T. com. Toulouse, Toulouse 8 novembre 2010